



6COM-EUROPE

LETTRE BIMENSUELLE DE 6COM.BE SUR LES PROBLÉMATIQUES EUROPÉENNES

INSTITUTIONS EUROPEENNES

La commission du commerce international du PE veut renforcer l'efficacité de l'anti-dumping européen

La commission du commerce international du Parlement européen a adopté ses propositions pour la réforme des instruments de défense commerciale.. *Le texte adopté ouvre de très intéressantes perspectives pour l'anti-dumping européen, comme la réduction à 6 mois du délai d'enquête et de mise en œuvre de mesures provisoires ou la capacité de la Commission européenne à s'autosaisir et à enquêter.*

[Communiqué de presse du groupe des verts](#)

Une renaissance industrielle qui néglige les travailleurs de l'industrie

Dans sa communication « Pour une renaissance industrielle européenne » publiée le 22 janvier, la Commission européenne réitère son engagement à favoriser la production industrielle avec pour objectif que sa contribution au PIB européen passe à 20% d'ici à 2020. Bien que la Commission identifie à juste titre les secteurs industriels à haute valeur ajoutée comme les moteurs de la croissance économique de l'avenir, elle ne présente pas de plan de financement convaincant. De plus, la communication suggère davantage d'intégration du marché intérieur européen et encourage les entreprises européennes à s'internationaliser.

[Communiqué de la commission européenne](#)

[Communiqué de la CES](#)

[Communiqué de la CES](#)

Pour une séparation des métiers bancaires

La Commission européenne a présenté ses propositions en matière de réformes structurelles du secteur bancaire européen. Plus précisément, la Commission européenne entend empêcher les banques les plus grandes de pratiquer la négociation pour compte propre, une activité de marché risquée. Ces nouvelles règles visent également à permettre aux autorités de surveillance d'imposer aux banques d'établir une séparation entre leurs activités de dépôt et certaines activités de

négociation potentiellement risquées dans le cas où ces dernières représenteraient un risque pour la stabilité financière

[Communiqué de presse du groupe des verts](#)

Plusieurs États membres violent la Charte sociale du Conseil de l'Europe

Le Comité européen des droits sociaux (CEDS), principal organe de contrôle de la Charte sociale du Conseil de l'Europe, a, dans le cadre de son rapport annuel, présenté ses Conclusions pour l'année 2013. Le CEDS a constaté pas moins de 180 cas de violations de la Charte en matière de santé, de sécurité sociale et de protection sociale. La Grèce, la Pologne et la Roumanie sont trois pays dans lesquels on a pu tout particulièrement constater ce phénomène.

[Communiqué de la CES](#)

[Rapport annuel du CEDS](#)

SYNDICALISME EUROPEEN

La CES et IndustriAll Europe accueillent favorablement le rapport du Parlement européen sur la réindustrialisation de l'Europe

La Confédération européenne des syndicats (CES) et le Syndicat européen IndustriAll Europe saluent l'adoption par le Parlement européen du rapport « Réindustrialiser l'Europe pour promouvoir la compétitivité et la durabilité ». Le rapport est basé sur une vision complète de politique industrielle et aborde également des questions liées telles que la formation et les compétences de la main-d'œuvre. Il constate aussi l'importance réelle de la démocratie industrielle.

[Rapport du Parlement européen](#)
[Communiqué CES-IndustriAll](#)

La CES salue l'introduction de la clause sociale obligatoire pour les marchés publics

La Confédération européenne des syndicats (CES) se réjouit du résultat du vote portant sur la directive marchés publics au Parlement européen. L'introduction d'une clause sociale obligatoire garantissant le respect du droit du travail et des conventions collectives sur le lieu de travail constitue un grand pas en avant en matière de règles européennes relatives aux marchés publics.

[Le texte voté au Parlement européen](#)
[Communiqué de la CES](#)

Un rapport de la CES dénonce la prise de contrôle de la Troïka

Aujourd'hui, lors d'une audition du Parlement européen, la Confédération européenne des syndicats (CES) a présenté les résultats de sa propre enquête sur les activités de la Troïka à Chypre, en Grèce, en Irlande et au Portugal. Le rapport montre que ces pays où la Troïka a mis en place ses politiques ont payé un prix économique et social élevé. La CES exige d'importants amendements aux programmes et mécanismes existants pour garantir que la politique d'austérité et de déréglementation de la Troïka ne puisse se répéter à l'avenir.

[Enquête de la CES](#)

ETUDES ET RAPPORTS

Quel salaire minimum européen ?

Le salaire minimum applicable à tous les Européens pourrait être une pierre angulaire d'une Europe sociale mise à mal depuis longtemps. Le déterminer n'entre pas dans la compétence des institutions européennes. MetisEurope publie une analyse intéressante en la matière.

[Contribution de MetisEurope](#)